



ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2021- 95

du 10 MAI 2021

**portant mise en demeure, au titre des installations classées pour la protection de
l'environnement, de la SCI BRUNNER à Montbronn**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le code de l'environnement, et notamment le titre 7 du livre I, dont l'article L.171-8 I ;
- VU** l'article L.556-3 II du titre V, livre V du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté DCL n° 2020-A-27 du 24 août 2020 portant délégation de signature en faveur de monsieur Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 94-AG/2-224 du 17 mai 1994 modifié édictant à la société Cristallerie des Vosges du Nord des prescriptions techniques relatives au traitement des effluents acides de l'établissement ;
- VU** le récépissé de déclaration n° 11687/D délivré le 2 septembre 1983 à la société Cristallerie des Vosges du Nord, sise 61 rue de la Fontaine à Montbronn (57415), pour la régularisation administrative de la taille de cristal pour les rubriques 18 bis B 2° (emploi d'acide fluorhydrique) et 296 (taille et polissage de minéraux) ;
- VU** le jugement du 2 juin 2009 du tribunal de grande instance de Sarreguemines prononçant la liquidation judiciaire simplifiée de la société Cristallerie des Vosges du Nord, et maintenant Maître Bernard Lott - 18, rue Poincaré, 57208 Sarreguemines Cedex, mandataire judiciaire à la liquidation ;
- VU** le jugement du 15 mars 2012 du tribunal de grande instance de Sarreguemines clôturant la liquidation de la société Cristallerie des Vosges du Nord pour insuffisance d'actif ;

- VU** le jugement du 21 mars 2019 du tribunal de grande instance de Sarreguemines prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la SCI BRUNNER, et désignant Maître Bernard Lott - 18, rue Poincaré, 57208 Sarreguemines Cedex, liquidateur judiciaire à la liquidation ;
- VU** les rapports des 18 mars et 6 mai 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le courrier transmis le 25 mars 2021 au liquidateur judiciaire afin de porter à sa connaissance le projet d'arrêté ;
- VU** les remarques du liquidateur judiciaire du 31 mars 2021 ;

Considérant que l'article R.512-66-1 du code de l'environnement impose à l'exploitant, si l'installation cesse définitivement l'activité au titre de laquelle elle est déclarée, d'en informer le préfet au moins un mois avant cette cessation ; cette notification indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site (portant notamment sur l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site, des interdictions ou limitations d'accès au site, la suppression des risques d'incendie et d'explosion et la surveillance des effets de l'installation sur son environnement), et de placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;

Considérant que l'article R.512-66-1 du code de l'environnement impose également à l'exploitant d'en informer par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ;

Considérant que l'exploitant de la société Cristallerie des Vosges du Nord n'a pas procédé à cette notification, ni à l'information sur le placement du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Considérant que la liquidation judiciaire de la société Cristallerie des Vosges du Nord a été prononcée et que Maître Bernard Lott - 18, rue Poincaré, 57208 Sarreguemines Cedex, est désigné comme liquidateur ;

Considérant que la clôture de la liquidation judiciaire de la société Cristallerie des Vosges du Nord a été prononcée sans qu'il y ait eu d'action relative à l'évacuation des déchets et à la remise en état du site pour un usage industriel ;

Considérant que la responsabilité de la SCI BRUNNER, en tant que propriétaire des locaux, est établie car il apparaît que d'une part la société Cristallerie des Vosges du Nord a disparu du fait de la liquidation judiciaire close le 15 mars 2012, et d'autre part que monsieur Didier Brunner, gérant de la SCI BRUNNER, était

également directeur général de la société Cristallerie des Vosges du Nord et fait preuve de négligence à l'égard de l'abandon sur le site appartenant à la SCI BRUNNER de déchets aqueux de polissage acide ;

Considérant que l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la SCI BRUNNER a été prononcée et que Maître Bernard Lott - 18, rue Poincaré, 57208 Sarreguemines Cedex, est désigné comme liquidateur ;

Considérant que c'est le liquidateur judiciaire qui exerce les droits et actions concernant le patrimoine de la SCI BRUNNER pendant toute la durée de la liquidation judiciaire de cette société ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle

A R R Ê T E

Article 1 :

Maître Bernard Lott – 18 rue Poincaré, 57208 Sarreguemines Cedex, liquidateur de la SCI BRUNNER (siège social situé 61 rue de la Fontaine à Montbronn (57415)), en tant que représentant du propriétaire des terrains précédemment exploités par la Cristallerie des Vosges du Nord à Montbronn, est mis en demeure de respecter, sous deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement relatives à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- l'interdiction ou limitation d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- le placement du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;
- l'information par écrit du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au liquidateur judiciaire de la société Cristallerie des Vosges du Nord. Une copie sera adressée, pour information, au maire de Montbronn ainsi qu'au sous-préfet de l'arrondissement de Sarreguemines.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Moselle pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Metz, le 10 MAI 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Olivier Delcayrou

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (tribunal administratif de Strasbourg) :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent désormais déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.